



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/AC.237/90/Add.1  
13 janvier 1995

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL  
DE NEGOCIATION D'UNE CONVENTION-CADRE  
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
Onzième session  
New York, 6-17 février 1995  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

OCTROI D'UN CONCOURS TECHNIQUE ET FINANCIER  
AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT PARTIES A LA CONVENTION

### Additif

RAPPORT D'ACTIVITE SUR LE PROGRAMME D'ECHANGE D'INFORMATIONS  
CONCERNANT LA CONVENTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Note du secrétariat intérimaire et du Programme  
des Nations Unies pour l'environnement

### I. Mandat du Comité

1. A ses neuvième et dixième sessions, le Comité a été informé au sujet du Programme de coopération concernant la Convention sur les changements climatiques (CC:INFO), précédemment dénommé Climex (voir A/AC.237/51 et A/AC.237/75). Le Comité a pris note avec satisfaction de l'état d'avancement du Programme d'échange d'informations (CC:INFO) et a prié le secrétariat intérimaire et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de poursuivre leurs efforts pour mettre à jour périodiquement la base de données, améliorer les moyens de diffusion (supports électroniques, réseau Internet, etc.) et élargir l'éventail des informations contenues dans le Programme, et de lui rendre compte, à sa onzième session, des progrès accomplis dans ce domaine (A/AC.237/76, par. 98).

## II. Activités menées à ce jour au titre du Programme

2. On s'emploie à mettre à jour la base de données par des communications périodiques et fréquentes avec des personnes et des organisations clés qui fournissent, ou sont potentiellement en mesure de fournir, des ressources pour mener des activités d'auto-assistance. Ces points de contact, parfois renforcés par des visites effectuées par des agents du CC:INFO, ont reçu un exemplaire du rapport du Programme et ont été priés de tenir le CC:INFO informé des nouvelles activités d'auto-assistance menées par leurs organisations ainsi que de l'évolution des activités d'auto-assistance en cours. Ces points de contact ont servi à élargir et à mettre à jour la base de données du Programme. De plus, on leur a demandé d'envoyer au secrétariat des descriptifs de projet et d'autres documents pertinents destinés à être archivés dans la nouvelle bibliothèque du secrétariat. Ces documents peuvent être redistribués sur demande.

3. Outre qu'il a été distribué aux délégués lors de la dixième session du Comité, le rapport du CC:INFO (août 1994) a été expédié à 550 personnes et organisations du monde entier. Seules celles qui auront répondu aux lettres d'accompagnement resteront inscrites sur la liste de distribution des futures mises à jour.

4. L'édition du rapport du CC:INFO de mars 1995, qui est actuellement en préparation, pourra être consultée par les délégués à la onzième session du Comité. Des exemplaires de la version définitive de ce rapport seront distribués à tous les délégués présents à la première Conférence des Parties ainsi qu'aux institutions du monde entier qui s'intéressent aux changements climatiques, au cours du deuxième trimestre de 1995. Il est prévu d'établir deux versions du rapport, l'une complète et l'autre abrégée.

5. On s'emploie également à rendre la base de données du CC:INFO accessible depuis des réseaux électroniques et des panneaux d'affichage. Une version préliminaire du rapport en ligne du CC:INFO, qui contient une partie de la base de données du Programme, devrait être disponible aux fins de démonstration ainsi que pour un accès extérieur sur le réseau Internet au moyen du serveur World Wide Web <sup>1/</sup> du Bureau d'information sur les changements climatiques PNUE/Organisation météorologique mondiale (OMM). L'information en provenance du CC:INFO est également distribuée sur disquette. La Banque mondiale a été le premier utilisateur de ce service.

6. Suite à des observations et suggestions reçues au sujet du premier rapport du CC:INFO (août 1994), la "matrice d'activités" sera incorporée dans un ensemble de "profils de pays" dans le rapport du CC:INFO (mars 1995). Ces profils, ordonnancés alphabétiquement par nom de pays, fourniront une source d'information concise sur le processus de mise en oeuvre de la Convention. Chaque profil de pays se compose de deux sections : la première contient des renseignements d'ordre général sur le pays concerné, dont les dates de signature et de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les dates limites de présentation de la communication

---

<sup>1/</sup> World Wide Web est un réseau d'ordinateurs exploitant un système exclusif pour relier les documents à travers Internet. "Mosaic", qui est le logiciel frontal de pointe du WWW utilisé par le secrétariat, peut avoir accès à tous ces ordinateurs ainsi qu'aux documents.

nationale, la date à laquelle celle-ci a été reçue, le point de contact pour la communication nationale ainsi que le nom et le point de contact du comité national sur les changements climatiques (lorsqu'il existe) et d'autres renseignements pertinents; la seconde contient les renseignements par pays actualisés établis pour la matrice d'activités dans le précédent rapport du CC:INFO. On pourra y ajouter plus tard d'autres renseignements pertinents.

7. On pourrait incorporer aussi dans le prochain rapport du CC:INFO une liste de séminaires, ateliers et autres événements consacrés à des questions intéressant la mise en oeuvre des dispositions de la Convention. Il est prévu aussi de diffuser cette liste en ligne et de l'actualiser périodiquement. Pour améliorer encore le rapport, on ajoutera, au début de chaque section, des tableaux destinés à aider le lecteur à accéder à l'information.

8. Au cours des troisième et quatrième trimestres de 1994, les agents du CC:INFO ont reçu et traité environ 60 demandes d'aide à la mise en oeuvre d'activités d'auto-assistance dans des pays en développement. Une information sur ces possibilités de financement a été distribuée à plusieurs organisations (une soixantaine) énumérées dans la base de données du CC:INFO en tant que fournisseurs potentiels. Il n'est généralement pas possible de suivre le cheminement de chaque demande d'assistance, mais il est clair, d'après certains indices, que des fonds sont mis à la disposition des demandeurs.

9. Le CC:INFO prévoit de mettre au point un outil de gestion de l'information à l'intention des équipes nationales créées au titre du Programme de formation visant à encourager l'application de la Convention (CC:TRAIN), qui est exécuté conjointement par le secrétariat intérimaire et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Cet outil, qui se composera d'une base de données et d'un programme de formation à la gestion de l'information concernant la Convention, devrait rendre les équipes nationales mieux à même d'élaborer et de suivre les stratégies nationales pour la mise en oeuvre de la Convention. En outre, cet instrument devrait :

a) Contribuer à la création de systèmes de gestion de l'information concernant la Convention sur les changements climatiques à l'échelon des pays;

b) Favoriser l'intégration des stratégies nationales de mise en oeuvre dans des stratégies et plans nationaux plus vastes dans le domaine de l'environnement;

c) Accroître la capacité du CC:INFO d'accéder à l'information nationale;

d) Permettre aux pays d'exploiter plus efficacement la base de ressources mondiale.

10. Suite à des réunions tenues avec des agents du Central d'informations technologiques sur les gaz à effet de serre (GREENTIE) de Sittard (Pays-Bas), il a été décidé également de fournir à la mi-1995, par l'intermédiaire du serveur World Wide Web de l'IUCC, une passerelle électronique vers le système de diffusion en ligne du GREENTIE.

### III. Evaluation préliminaire de la première phase

11. Le secrétariat a procédé à une évaluation interne des activités menées lors de la première phase, en 1994, à l'aide des fichiers internes du CC:INFO et par des entretiens informels avec les utilisateurs du rapport et de la base de données du CC:INFO. Les objectifs du Programme étaient à l'origine de "faciliter et coordonner l'octroi, sur demande, d'un appui extérieur aux fins de l'exécution d'activités relatives à la Convention dans les pays en développement et dans d'autres pays" (A/AC.237/38, par. 1). Il est dit, dans ce même document, que "l'accent sera mis sur l'échange d'informations relatives aux activités nationales" et sur les "sources de services spécialisés et de financement" (A/AC.237/38, par. 5).

12. Pendant la première phase, une soixantaine de profils d'organisations ont été élaborés et distribués sous forme imprimée ou électronique. L'évaluation interne montre que l'ensemble de ces profils fournit une carte précise de la base de ressources mondiale disponible pour appuyer les activités d'auto-assistance dans les pays en développement et les autres pays. Ces organisations fournissent des ressources pour permettre l'exécution de 190 activités d'auto-assistance à différents stades de développement dans le monde entier. Une centaine de demandes de caractère général ont été également traitées au cours de cette même phase : il s'agissait notamment de demandes de renseignements de caractère général sur le Programme CC:INFO, de demandes de renseignements sur certaines activités et organisations précises, de demandes d'envoi d'exemplaires du rapport du CC:INFO et de demandes d'incorporation au Programme CC:TRAIN.

13. A ce jour, les agents du CC:INFO ont reçu, traité et distribué à la communauté des fournisseurs une soixantaine de demandes d'assistance. D'après l'évaluation interne, ces possibilités de financement sont perçues comme un moyen d'aider efficacement les organismes fournisseurs à octroyer un appui et à centrer celui-ci sur les besoins les plus pressants. L'information en retour provenant des pays demandeurs a été elle aussi positive, ces demandes étant considérées comme un instrument efficace d'accès à la base de ressources internationale. Certes, le CC:INFO n'est pas encore abondamment utilisé pour faciliter l'acheminement de l'aide aux pays, mais ces 60 premières demandes confirment qu'il pourrait devenir un outil permettant d'apparier efficacement l'offre et la demande.

14. En outre, on a recueilli les réactions au Programme CC:INFO lors de divers séminaires et réunions internationaux ainsi qu'à l'occasion d'ateliers spéciaux aux neuvième et dixième sessions du Comité. Cette rétroaction a été très positive et plus de 150 personnes ont demandé à être inscrites sur la liste de distribution du CC:INFO. Il était clair, dans plusieurs cas, que le rapport du CC:INFO avait été la première occasion donnée aux gouvernements intéressés de voir toutes les activités liées aux changements climatiques présentées dans une seule matrice.

15. Lors de ces manifestations, ainsi qu'à d'autres occasions, on a également affirmé la nécessité d'obtenir davantage de renseignements de fond sur le processus d'exécution des engagements contractés au titre de la Convention - exemplaires de descriptifs de projet ou autres informations pertinentes, par exemple. Ces documents servant également de modèle pour les avant-projets

concernant des activités analogues dans différents pays, leur distribution contribue à promouvoir et à diffuser des bonnes pratiques et des procédés rationnels lors de la mise en oeuvre des dispositions de la Convention.

16. Parmi ceux qui utilisent régulièrement l'information du CC:INFO, on compte le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses organismes d'exécution, des programmes bilatéraux, des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales de pays développés comme de pays en développement. Ces utilisateurs ont demandé, entre autres, à recevoir une information sur des activités et des organismes, des copies des toutes dernières demandes d'assistance et des exemplaires de descriptifs de projet.

17. Plusieurs utilisateurs ont fait par ailleurs des suggestions quant à la manière d'améliorer la qualité et la quantité de l'information du CC:INFO. C'est ainsi que l'on a proposé, outre l'élaboration des profils de pays mentionnés plus haut, l'établissement et la distribution d'une liste - mise à jour périodiquement - des réunions, séminaires et autres manifestations et la diffusion de l'information du CC:INFO en ligne au moyen de réseaux électroniques et de panneaux d'affichage (par exemple Internet et le serveur World Wide Web), et hors ligne sur disquette.

18. Il est certes trop tôt pour évaluer le Programme CC:INFO, mais cette appréciation préliminaire indique que ce dernier est devenu une source d'information bien établie et à jour. Il s'est avéré que le CC:INFO satisfait aux besoins des organismes fournisseurs en matière d'information sur les activités d'auto-assistance qui sont entreprises, l'endroit où elles sont exécutées et les responsables de leur mise en oeuvre. Ce programme commence aussi à répondre aux besoins des pays en matière d'information sur l'aide internationale disponible. Enfin, le Programme CC:INFO est de plus en plus utilisé aussi bien pour les propositions que pour les demandes d'assistance. Selon certaines indications, il semblerait que les demandes communiquées par l'intermédiaire du CC:INFO aient reçu un financement.

19. Au vu de ces résultats, il est clair que le Programme CC:INFO devrait se poursuivre au-delà de la première phase. Les activités menées à ce titre devraient être intensifiées afin de donner suite aux nombreuses suggestions et d'améliorer la ponctualité de l'information, la qualité et la quantité des données ainsi que leur collecte et diffusion.

#### IV. Evolution future

20. Compte tenu de cette évaluation, l'objectif du secrétariat intérimaire est de renforcer le Programme CC:INFO en tant qu'outil au service aussi bien des Parties que des organisations multilatérales et bilatérales, dont le FEM. Le PNUE continuera de lui fournir un appui technique et s'efforcera de lui octroyer un soutien financier. Dans l'immédiat, on tâchera d'améliorer l'information fournie par l'intermédiaire de ce programme, conformément aux conclusions mentionnées au paragraphe 19 ci-dessus. Pour ce faire, le secrétariat du CC:INFO renforcera deux principaux domaines du Programme : la collecte et la mise à jour de l'information, puis son traitement et sa distribution; et la synergie avec d'autres programmes et organisations.

21. A l'avenir, le CC:INFO diffusera une information non seulement sur les activités d'auto-assistance, mais également sur celles qui sont menées par les pays après la présentation de la première communication, et sur les organisations qui focalisent leur assistance sur ces activités.

22. Les efforts visant à diffuser l'information plus efficacement porteront essentiellement sur deux grands domaines, le support imprimé et le support électronique. En ce qui concerne le premier, le rapport du CC:INFO susmentionné (voir les paragraphes 7 et 8) sera envoyé aux personnes et organisations intéressées inscrites sur la liste de distribution. Les exemplaires de ce rapport seront tenus à jour par l'expédition périodique de feuillets de remplacement sous forme de profils d'organisations et de profils de pays.

23. Pour réduire au minimum les frais d'impression et d'affranchissement, l'information continuera d'être diffusée électroniquement. Celle-ci devrait atteindre beaucoup plus d'utilisateurs avec l'élargissement des réseaux mondiaux et des panneaux d'affichage (tels qu'Internet). La distribution de l'information sur disquette (comme cela est pratiqué à la Banque mondiale) se poursuivra également afin de satisfaire les utilisateurs qui n'ont pas accès à la communication en ligne.

24. Outre qu'il fournira une information aux pays et à l'importante communauté d'utilisateurs qui mènent des activités liées à la Convention, le CC:INFO répondra également à l'attente du secrétariat du Programme de coopération concernant la Convention sur les changements climatiques (CC:COPE) et de son groupe consultatif informel (voir A/AC.237/90/Add.3), qui ont besoin d'échanger des informations et des données d'expérience techniques.

#### V. Effectifs et budget

25. A l'heure actuelle, les effectifs du CC:INFO se composent d'un directeur de programme à temps partiel, d'un administrateur de programme à temps plein et d'un assistant chargé de la base de données. L'appui technique à la constitution des bases de données, ainsi que les ordinateurs et les autres services connexes, ont été fournis par le système d'information du secrétariat intérimaire. L'IUCC a fourni un appui technique et des installations.

26. A l'avenir, le directeur de programme s'emploiera de plus en plus à coordonner les activités du secrétariat intérimaire dans le domaine de la coopération technique. Pour pouvoir répondre à des demandes de renseignements de plus en plus nombreuses, il faudra adjoindre à l'équipe, en 1995, un second administrateur de programme. En outre, il faudra faire l'acquisition d'un matériel informatique supplémentaire tel qu'une imprimante à bacs multiples rapide et un photocopieur.

27. Le coût du CC:INFO a été estimé en 1994 à 416 000 dollars E.-U. Le Gouvernement danois a versé une contribution de 200 000 dollars E.-U. au Programme et le PNUE a fourni 191 500 dollars E.-U. Le solde a été financé par d'autres contributions extrabudgétaires au Fonds d'affectation spéciale pour le processus de négociation.

-----